Le lent retour au pays des prisonniers allemands capturés par l'armée française (1918-1920)

*The long way home of the German POW captured by the French Army
(1918-1920)*

*Die Rückkehr der deutschen Kriegsgefangenen der französischen Armee (1918-
1920) zieht sich hin*

Maxime Verchot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1947>

DOI : 10.4000/alsace.1947

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 219-234

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Maxime Verchot, « Le lent retour au pays des prisonniers allemands capturés par l'armée française (1918-1920) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1947> ; DOI : 10.4000/alsace.1947

Le lent retour au pays des prisonniers allemands capturés par l'armée française (1918-1920)

L'Histoire s'intéresse aux vainqueurs. Vaincus parmi les vaincus, les prisonniers de guerre allemands de la Première Guerre mondiale ont été presque totalement oubliés des recherches historiques jusqu'à très récemment. Si nous connaissons bien aujourd'hui les conditions de vie des prisonniers français en Allemagne (qui ont souvent souffert de la faim, de privations et de brimades diverses), les Allemands retenus en France ont, officiellement, été plutôt bien traités et leurs conditions d'internement étaient convenables, comme cela est attesté par les rapports établis par les délégations neutres après visites des dépôts. En dehors de quelques exceptions, la France qui prétendait se battre pour des idéaux élevés, comme celui du « droit des gens », semble en effet avoir mis un point d'honneur à traiter ses prisonniers selon les conventions internationales et à appliquer, en principe strictement, les dispositions contenues dans celles-ci.

Les pays européens ont signé les conventions de La Haye en 1899 et en 1907, et celle de Genève en 1906. Également signataire, l'Allemagne ne les respecte qu'en partie, ce qui entraîne des mesures de réciprocité de la part des autorités françaises afin de faire pression sur Berlin pour un retour à la normale. Ces conventions ont pour but de faire appliquer le droit et de régir la vie en captivité en cas de guerre. Dans ce cadre, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) est chargé des questions matérielles relatives aux prisonniers : envoi des colis, réclamations, rapatriements, etc.

La captivité des Allemands en France n'est pourtant pas une sinécure, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, ils connaissent le traumatisme de la capture, sorte de défaite personnelle vécue comme une humiliation particulière. Ensuite, ils subissent des mesures de réciprocité dans le traitement et même de représailles tout au long de la guerre. Enfin, et c'est l'objet de cette étude, ils souffrent particulièrement à la fin de la guerre, lorsque la question du rapatriement s'éternise et que la France décide de les retenir aussi longtemps que les stipulations du traité de Versailles ne seraient pas appliquées. Ils servent de tribut humain, d'otages, et cela les marque profondément. Ainsi, même si les conditions matérielles peuvent

Camp de Coëtquidan : le cassage de la pierre (collection particulière).

Camp de Coëtquidan : la corvée de terrassements (collection particulière).

paraître globalement confortables, il convient d'appréhender la question « morale » de la captivité des soldats allemands en France.

La Grande Guerre ne s'est pas arrêtée le 11 novembre pour eux. Leur libération et le lent retour au pays de ces milliers de soldats restent largement méconnus du grand public. Pour quelles raisons la France décide-t-elle de garder ces prisonniers comme des otages ? Comment l'opinion publique et les autorités allemandes réagissent-elles pour combattre cet ultime affront après l'humiliation du *Diktat* de Versailles ?

Pour tenter de comprendre les conséquences de cette libération tardive, nous rappellerons brièvement les conditions de la captivité des soldats allemands en France, puis nous examinerons quelles furent les raisons invoquées par la France pour retenir indéfiniment les prisonniers. Ensuite, nous verrons comment l'Allemagne s'est servie de la question des prisonniers de guerre comme d'une arme de propagande dirigée contre la France. La propagande est le centre de cette étude, car c'est avec ce nouveau front, informel, que fut débattue la question des prisonniers entre les ex-belligérants.

La captivité des soldats allemands en France

Pourquoi les prisonniers allemands en France vivent-ils dans de meilleures conditions que les prisonniers français retenus outre-Rhin ?

Eu égard au nombre de prisonniers détenus par les deux belligérants, l'Allemagne possède un net avantage : elle détient environ 600 000 Français alors que « seulement » 400 000 Allemands sont aux mains des Français. On peut être fait prisonnier de plusieurs manières. Soit lors des grandes manœuvres caractéristiques de la guerre de mouvement, où les encerclements et l'enfoncement des lignes sont fréquents ; soit ensuite, pendant la guerre de positions, lors des offensives et attaques qui ne concernent qu'une partie du front, ou encore lors de « coups de main » effectués dans les tranchées adverses avec pour but, justement, de ramener des prisonniers à interroger (les Allemands ont une peur panique d'être fait prisonnier par les troupes de couleur accusées par la propagande allemande de perpétrer des atrocités). Par ailleurs, l'Allemagne occupe dix départements français, ce qui constitue pour elle un réservoir inépuisable de plusieurs millions de « prisonniers ». Oppressée par le blocus maritime et les restrictions alimentaires et matérielles qui en découlent, l'Allemagne ne peut subvenir aux besoins des captifs français, qui sont donc sous-alimentés. Ils vivent dans de mauvaises conditions, parfois dans des camps insalubres, et sont soumis à des travaux pénibles.

Lorsque la France veut protester contre le sort qui est fait à ses soldats et à ses civils internés et qu'elle applique des mesures de réciprocité, l'Allemagne réplique en aggravant encore ces dures conditions de vie, arguant du fait que c'est la France qui est à l'origine du non respect de telle ou telle clause des conventions internationales. À ce jeu de la poule et de l'œuf, il est quasiment impossible de déterminer « qui a commencé » et comment. Face aux possibilités quasi illimitées de son adversaire en matière d'internement, la France doit se résoudre à céder aux exigences allemandes sous peine de voir d'autres souffrances s'abattre sur les prisonniers français. Parfois, les autorités impériales refusent le droit, pour les délégations neutres, de visiter les dépôts et entravent la bonne marche des missions diplomatiques. En France, au contraire, elles ont toute liberté de s'entretenir avec les prisonniers et peuvent visiter les dépôts sans prévenir au préalable. Les défauts et autres infractions constatées sont immédiatement consignées dans les rapports de visite¹. Les autorités françaises, soucieuses de satisfaire aux exigences des conventions internationales, ordonnent des enquêtes et s'efforcent d'améliorer les points négatifs en vue des prochaines inspections. Le souci de confort du soldat allemand est constant et cela met parfois la France dans une position délicate vis-à-vis de son opinion publique, qui proteste contre les « prisons dorées » tandis que les Français croupissent dans des dépôts insalubres en Allemagne. Et ne rien faire pour les captifs entraînerait indubitablement des mesures de représailles contre les Français détenus outre-Rhin... Le rapport des chiffres, défavorable à la France, peut sans doute expliquer pourquoi les Allemands vivent une captivité « acceptable » sur le territoire de la République.

Pendant toute la guerre, des articles de propagande paraissent régulièrement dans les journaux allemands pour dénoncer les ignobles conditions de vie des soldats dans les dépôts français. Ces articles s'appuient sur les rapports publiés par les neutres. Sans recul aucun et sans contextualisation des faits, ils s'attachent à dénoncer les défauts notés dans les camps français et en amplifient la teneur. Aucun démenti n'est apporté par la suite lorsque les autorités françaises contestent les accusations, preuves à l'appui. Le ton se fait plus pressant et bien plus violent à la fin de la guerre, lorsque l'Allemagne se voit dans l'obligation de rapatrier dans leur pays tous les Français tandis que la France se refuse à tout transfert vers l'Allemagne : l'article 10 de la convention d'armistice conclue à Rethondes le 11 novembre 1918 prévoit la libération immédiate des prisonniers de l'Entente sans réciprocité.

1. Conservés aux Archives fédérales de Berlin-Lichterfelde (AFBL) pour ceux que nous avons consultés.

La rétention des Allemands sur le territoire français : les prisonniers otages du traité de paix

Lorsque la guerre se termine, en novembre 1918, la France est exsangue. Le nord du pays est en ruine, car ravagé par les destructions de la guerre. La Grande Guerre a coûté près d'un million et demi d'hommes à la France. Toutefois, il faut reconstruire au plus vite et le besoin en main-d'œuvre se fait pressant. Pour pallier ce manque, les autorités françaises transfèrent les prisonniers de guerre vers les régions libérées. Ils constituent ainsi une main-d'œuvre gratuite et corvéable à merci. Deux autres raisons, plus officieuses, peuvent expliquer la rétention des prisonniers. D'abord, la France réclame à l'Allemagne 400 000 travailleurs spécialistes pour la reconstruction. Ensuite, les Alliés entendent priver l'Allemagne d'effectifs importants à un moment où le pays conserve un potentiel militaire important². La France peut agir en toute impunité, puisque l'Armistice a rendu caduque toutes les anciennes dispositions relatives à la question des prisonniers de guerre, et ne risque plus de représailles à l'encontre de ses propres soldats.

Dans sa correspondance avec le maréchal Foch, Clemenceau parle même des prisonniers comme d'un « instrument pédagogique » pour faire porter à l'Allemagne les responsabilités de la guerre et obtenir d'elle le tracé définitif des frontières orientales en profitant de l'avantage des armes. Otages du traité de Versailles, les prisonniers se muent en un tribut humain destiné à forcer l'Allemagne à accélérer le paiement des réparations et l'envoi de travailleurs en France pour participer à la reconstruction et à endosser la totale responsabilité de la guerre.

Les prisonniers allemands sont d'abord transférés sur la ligne de front, dans les régions libérées, afin d'aider au déminage et à la reconstruction. Dans l'attente des travailleurs allemands réclamés, ce sont les prisonniers qui servent d'ouvriers et de moyen de pression. De janvier 1919 à janvier 1920, entre 250 000 et 310 000 hommes déblaient les ruines de près de 600 000 maisons, 20 000 usines, et déminent près de trois millions d'hectares de terres agricoles³. Certains travaux ne leur sont pas confiés directement, comme la remise en état des cimetières, les prisonniers étant considérés comme indignes, car hors des nations civilisées⁴. Les tâches les

2. MEDARD (Frédéric), *Le prisonnier en 1914-1918. Acteurs méconnus de la Grande Guerre*, 14-18 éditions, 2010, p. 255.

3. Chiffres cités d'après MEDARD (Frédéric), *op. cit.*, p. 68.

4. Analyse de DELPAL (Bernard), « Entre culpabilité et réparation, la douloureuse situation des prisonniers de guerre allemands maintenus en France au temps du traité de Versailles », in *Marginaux, marginalité, marginalisation*, 14-18 Aujourd'hui, Today, Heute, Paris, Noésis, 2001, p. 255.

plus dangereuses leur sont imposées à titre de punition. Ils doivent payer collectivement pour les atrocités commises par les Allemands durant la guerre. Il s'agit de les conforter dans l'idée d'une culpabilité personnelle et collective dans le déclenchement et la conduite de la guerre.

Les prisonniers n'oublièrent jamais les agissements des autorités françaises et une haine tenace les anime lors de leur retour au pays. Ils contribuent ainsi largement aux campagnes de propagande en fournissant témoignages et informations dans le but d'atteindre la France.

Exposés à la mort dans le cadre du désobusage, à l'animosité de la population, qui venait de subir quatre années d'occupation, et logés dans de mauvaises conditions (camps précaires et mobiles), ils sont l'objet dès l'hiver 1918-1919 de premiers rapports alarmistes quant au traitement qu'ils subissent, envoyés à l'autorité compétente : l'Agence des Prisonniers de guerre de Genève. L'opinion publique outre-Rhin s'indigne des conditions infligées aux « otages de Clemenceau ». Des voix s'élèvent publiquement, comme celle du général von Winterfeld qui, au nom de la jeune République, réclame un rapatriement immédiat en janvier 1919, ou celle du député du *Zentrum* Matthias Erzberger, qui qualifie le maintien des prisonniers en captivité de « barbarie sans exemple dans l'histoire »⁵.

Selon François Cochet la captivité est « ressentie comme une défaite individuelle et collective »⁶, tandis que pour Stéphane Audoin-Rouzeau « être privé de guerre, c'est bien être privé de tout sens de l'existence entre 1914 et 1918 »⁷. Ce premier traumatisme est complété par un second, celui d'être retenu, de manière indéfinie, sur le territoire français.

Les prisonniers, enjeu de propagande

La presse allemande fait ses choux gras du sujet de la rétention des prisonniers allemands en France. Les familles, surtout, ne comprennent pas pourquoi les leurs ne reviennent pas à la maison alors que la guerre est terminée. Une nouvelle guerre s'annonce, « médiatique », entre les deux ex-belligérants.

De nombreux auteurs se sont intéressés à la propagande et en ont fait l'analyse, comme Serge Tchakhotine (*Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, 1939) ou plus récemment Jacques Ellul (*Propagandes*,

5. MEDARD (Frédéric), op. cit., p. 255.

6. COCHET (François), *Soldats sans armes. La captivité de guerre : une approche culturelle*, Bruxelles, Bruylant, 1998, p. 217.

7. AUDOIN-ROUZEAU (Stéphane), BECKER (Annette), *Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2003, p. 115.

Paris, 1962), qui distingue deux types de propagande : celle dite d'agitation, qui sert à déstabiliser un système, et celle dite d'intégration (ou de consolidation), qui sert à fortifier un système. Le but premier de la propagande, dans notre cas, est de convaincre l'opinion publique du bien-fondé de l'action du gouvernement. Elle repose sur l'émotion de l'opinion publique, qu'il faut savoir susciter ou calmer. Comme l'a dit Napoléon : « Quatre journaux hostiles sont plus à craindre que mille baïonnettes. » Cette phrase donne tout son sens à la maxime selon laquelle conquérir l'opinion publique, c'est presque gagner la guerre :

La guerre, écrit David Welch, auteur d'un ouvrage sur la propagande allemande pendant la Grande Guerre, ce n'est pas seulement la mobilisation de toutes les armées et industries. Pour la première fois, les gouvernements belligérants ont été obligés de mobiliser la population civile dans son ensemble en communautés de combat (*Fighting communities*). L'effort de guerre consiste aussi, pour les militaires, à assumer les responsabilités et à manipuler l'opinion publique par le biais de la propagande et de la censure.⁸

Ces rappels généraux sur la propagande sont essentiels pour comprendre le fonctionnement de celle qui est menée autour des prisonniers de guerre. Pour les autorités de la fragile République allemande (dite ensuite « de Weimar »), il s'agit d'unir derrière elles la population civile, qui vient de subir le traumatisme de la défaite, mais, peut-être plus encore, de déstabiliser l'Entente en tentant de retourner les États-Unis et le Royaume-Uni contre la France, et de gagner les neutres à leur cause. Il s'agit aussi de dénoncer le traité de Versailles, dont les clauses sont jugées injustes et particulièrement humiliantes. Les campagnes lancées contre la France par le biais de la presse utilisent les techniques caractéristiques de la propagande : martèlement, être partout tout le temps, répétitions et exagérations, semblants de preuves... L'utilisation de titres racoleurs est l'un des procédés fréquents, par exemple : « Une nouvelle cruauté des Français »⁹ ; la personnification du personnage du prisonnier est également souvent employée : « Nos prisonniers ; nos enfants » ; l'extrapolation est fréquente : une situation constatée dans un camp est assimilée à celle de tous les dépôts.

La propagande allemande est particulièrement bien organisée. Semi-officielle, elle s'est immédiatement dirigée vers l'extérieur au début de la guerre pour montrer au monde la vision allemande de la guerre et prouver les intentions hostiles de l'ennemi. Plus de vingt agences sont ouvertes en Allemagne avec pour mission la coordination et la diffusion

8. WELCH (David), *Germany, Propaganda and Total War 1914-1918*, London, The Athlone Press, 2000, p. 20-21.

9. Archives Fédérales de Berlin-Lichterfelde, Deutsche Presse, R 901/54 416, « Eine neue Grausamkeit der Franzosen », *Tägliche Rundschau* n° 253, 19 mai 1918.

des informations. On retrouve beaucoup de brochures émanant de ces agences en Espagne, aux États-Unis et même en Amérique du Sud. Les articles de presse paraissent dans les quotidiens nationaux et sont repris dans les dépêches des journaux de la « presse de boulevard ». Les journaux de toutes les tendances politiques et de toutes les régions publient sur le thème des prisonniers de guerre. Autour d'eux, on constate une unité, presque une union sacrée. Par exemple la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, la *Berliner illustrierte* ou la *Kölnische Zeitung*, tirés à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, permettent de toucher une grande partie de la population allemande.

Parallèlement, des manifestations sont organisées par les ligues et associations allemandes (épouses des prisonniers, étudiants, anciens combattants) pour protester contre la rétention des prisonniers. Même en France, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) se prononce en faveur de la libération des détenus à la suite de la publication d'une lettre anonyme dénonçant les mauvaises conditions d'internement à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime)¹⁰. Pour faire face à l'intensification des campagnes de presse et des manifestations, le Conseil suprême des puissances alliées décide, à la fin d'août 1919, d'anticiper le rapatriement en commençant, notamment, par les prisonniers issus des minorités. C'est notamment le cas des Schleswigeois qui doivent participer à un plébiscite qui va décider du rattachement ou non de leur région au Danemark. En principe, les Alsaciens-Lorrains avaient déjà été libérés, mais il est certain qu'il en restait encore un certain nombre, plus ou moins germanisés, ainsi que des Allemands nés dans le *Reichsland*.

C'est à cette période qu'on voit apparaître les premières dissensions au sein de l'Entente et des neutres. La France s'isole progressivement sur la scène internationale. En novembre 1919, la légation de France à Berne signale que les milieux suisses dévoués à l'Entente sont « secoués d'une impression pénible » à la suite de la décision du gouvernement français¹¹. Plus tard, un pasteur suisse supplie la France, au nom des principes humanitaires, « de ne pas ternir l'éclat d'une belle victoire par une intransigeance cruelle »¹². Les États-Unis et le Royaume-Uni qui libèrent leurs prisonniers consécutivement à l'annonce du traité de Versailles, ne comprennent pas non plus l'attitude des Français. Le Saint-Siège, par l'intermédiaire du cardinal Pietro Gasparri, intervient également

10. CAHEN-SALVADOR (Georges), *Les prisonniers de guerre (1914-1919)*, Paris, Payot, 1929, p. 292-293.

11. Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), La Courneuve, A 1037, lettre de Lacroix, Berne, 15 novembre 1919.

12. *Id.*, A 1037, correspondance du consulat de Zurich, 17 décembre 1919.

auprès des autorités françaises pour tenter d'accélérer le rapatriement des prisonniers. Celles-ci rejettent cette médiation, arguant du fait que :

La dévastation systématique du Nord de la France, la cruauté des traitements imposés à la population des régions envahies et les profanations injustifiables infligées aux malheureuses familles françaises ne lui permett[ent] pas [...] d'accéder à sa demande en faveur des prisonniers allemands »¹³.

La France, volontiers anticléricale – Benoît XV n'avait-il pas été surnommé par certains le « pape boche » –, s'interroge même sur le fait de savoir si la demande du cardinal italien n'a pas été formulée sur la requête de l'Allemagne qui aurait ainsi voulu se servir du Saint-Siège pour peser dans les négociations¹⁴.

Lorsque le bruit se répand que des représentants français auraient déclaré que l'Allemagne ne pouvait espérer que ses doléances dans la question des prisonniers de guerre seraient écoutées aussi longtemps que les livraisons de charbon n'auraient pas commencé¹⁵, la presse allemande réagit aussitôt et menace :

Les gouvernants allemands pourront se résoudre à remettre au vainqueur du charbon, du fer, des navires, des territoires, de l'or, des marchandises, y lit-on, mais il leur est interdit de livrer leurs frères comme un troupeau d'otages. Le monde ne leur pardonnerait jamais cette lâcheté fratricide.¹⁶

La France s'enferme ainsi dans son attitude intransigeante quant à la question des prisonniers de guerre. Les prisonniers encore soumis au régime captif cultivent leur rancœur à la fois contre la France, qui les retient indéfiniment, mais aussi contre leur propre gouvernement, qu'ils accusent de ne pas intercéder en leur faveur. Toutefois, la pression alliée et neutre se fait forte et les campagnes de propagande ne s'essouffent pas outre-Rhin. Peu à peu, la France accède aux exigences allemandes et consent à rapatrier les prisonniers.

Le retour au pays des prisonniers de guerre

Le retour s'organise et les prisonniers rentrent au pays par vagues successives à partir de janvier 1920. L'Allemagne rapatrie les prisonniers à ses frais, comme cela est stipulé dans le traité de Paix. Chaque homme est nourri, reçoit un colis de vêtements et une somme de 350 Marks. Chaque

13. *Id.*, A 1037, correspondance du ministère des Affaires étrangères (MAE) avec Rome, 20 décembre 1919.

14. *Id.*, A 1037, lettre de Rome au MAE français, 28 novembre 1919.

15. *Id.*, A 1037, lettre du baron von Lersner à Clemenceau, 27 novembre 1919.

16. *Id.*, Z 243, *ABC*, bulletin du jour, 27 novembre 1919.

homme passe une visite médicale avant le rapatriement et, d'après une note du ministère des Affaires étrangères français, les autorités allemandes « ont unanimement constaté le bon état physique des rapatriés »¹⁷. On sait ainsi que les prisonniers n'ont pas été aussi maltraités qu'ils ne le laissent paraître dans les articles de presse. Cela corrobore également la lecture des rapports de visite établis par les délégations neutres durant la guerre sur les conditions d'internement en France. La note conclut néanmoins que les prisonniers rentrent aigris et énervés, possédant au plus haut degré la haine de la France. Les rapatriements continuent jusqu'à la fin de février 1920 et durent en tout quarante-cinq jours.

Seuls sont retenus en France les Allemands ayant décidé d'y rester pour motifs personnels ; les prisonniers emprisonnés à la suite d'une décision de justice ; ceux qui étaient réclamés par d'autres nations alliées ou associées et les intransportables. Le cas des détenus est intéressant car les campagnes de propagande s'articulent désormais autour d'eux ; le but reste néanmoins le même : fustiger la France, sa cruauté et le traité de Versailles. À la fin de février 1920, il en reste six cents en France. Prisonniers de droit commun, ils sont internés dans des camps spéciaux comme le fort Lamalgue de Toulon ou la prison militaire d'Avignon, car ils ont commis des crimes ou délits punis par le code militaire durant leur captivité. Un certain nombre d'entre eux ont vu leur peine commuée et ont été rapatriés lors des opérations de janvier et février, mais ceux qui restent sont ceux qui ont été condamnés après l'Armistice ou ceux qui ont commis des crimes particulièrement graves (assassinat par exemple). La justice s'applique en captivité comme à l'extérieur : les soldats sont tenus d'obéir à leurs officiers, aux gardiens, ainsi qu'aux chefs des détachements de travail. La lourdeur des condamnations dépend des juges, mais on retrouve certaines constantes. Les refus d'obéissance sont généralement punis de cinq ans d'emprisonnement, de même que les voies de fait. Les vols sont sévèrement sanctionnés, comme le montre, par exemple, le cas du soldat Heinrich Falk, à Saint-Martin-de-Ré, condamné à vingt ans de travaux forcés pour possession d'une chaîne en or qu'il aurait volée¹⁸. Quelques peines frisent l'absurdité : prévenu du crime d'attentat pour avoir détérioré sa lampe de mineur, Heinrich Korfmann est condamné à un an de prison¹⁹. Se pose alors la question de l'impartialité des juges : jugent-ils les actes ou les personnes en tant que prisonniers ennemis de la nation ?

À la suite des violentes campagnes anti-françaises en Allemagne, les condamnés voient régulièrement leur peine commuée et ils sont rapatriés

17. *Id.*, A 81, note sur le rapatriement des prisonniers originaires des pays rhénans, 29 février 1920.

18. AFBL, R 901/85 176.

19. *Id.*, R 901/85 181.

par vagues successives au gré des grâces présidentielles. Treize prisonniers bavarois sont ainsi libérés entre décembre 1920 et janvier 1921. La propagande ne cesse pas et les Prussiens s'insurgent contre cette « ruse » destinée à garder les leurs encore plus longtemps.

Une stratégie concertée ou des initiatives décousues ?

On peut distinguer trois campagnes de propagande distinctes à partir de janvier 1920. La première prend pour thème la « barbarie française » dans les dépôts : dénonciation des conditions de vie, du sadisme supposé des gardiens et des brimades quotidiennes. La seconde concerne les prisonniers de droit commun encore retenus à Avignon ou à Toulon. La dernière, qui s'intitule : « La contre-liste des criminels français », dresse une liste de prétendus criminels ayant sévi dans les dépôts de prisonniers. Elle est lancée tardivement, en réaction au procès de Leipzig, où sont jugés les criminels de guerre allemands. Elle se veut une réponse circonstanciée aux accusations lancées à Leipzig. Les trois campagnes couvrent la période 1917-1923.

Des personnalités publiques allemandes continuent de prendre parti et de jouer le jeu de la propagande afin d'instrumentaliser l'opinion publique. Le professeur d'histoire Walter Goetz, à Leipzig, écrit par exemple un article dans la *Gazette de Francfort* sur les crimes de guerre imputables à l'Entente²⁰. Pour étayer ses dires, il cite des sources indiscutables selon lui : la contre-liste des criminels français et la publication *Deutsche Kriegsgefangene in Feindesland – Frankreich* (Berlin, 1919). Ce livre a été rédigé d'après des documents officiels soigneusement sélectionnés, notamment les rapports de visite des dépôts qui relatent des conditions de vie difficiles des prisonniers. Cet ouvrage, qui revêt le caractère d'une publication officielle, a la particularité de citer des noms de lieux, des dates et les noms des militaires français visés par les accusations. Il reste néanmoins fortement marqué par la propagande car il n'apporte aucune critique ni réflexion, se contentant de dresser une liste de faits par dépôts, en omettant systématiquement de signaler les améliorations apportées à la suite de certains incidents. Le fait qu'un historien prenne appui sur ces deux publications est le signe d'une manipulation et d'une volonté d'instrumentalisation de l'histoire à des fins de propagande.

20. AMAE, Z 183, lettre de M. Benigni, consul de France à Francfort au MAE français, 2 février 1922.

Les manifestations pour la libération des prisonniers continuent également. L'une d'entre elles attira entre trois et cinq mille personnes à Hambourg en juin 1921. Dans cette ville, les produits français sont boycottés, les bateaux partent sans fret et « la population, fanatisée par les ligues de combat [...] qui entretiennent partout l'esprit de revanche [est] plus que jamais hostile »²¹. Une frange importante de la population allemande était donc solidaire de la question des prisonniers.

La campagne de la « contre-liste » s'organise un peu différemment ; des commissions spéciales composées d'universitaires accompagnent sa publication et la répandent dans les milieux universitaires suédois. Devant le succès rencontré, d'autres commissions sont envoyées aux Pays-Bas, en Suisse et en Espagne.

Comment combattre la propagande allemande ? Les autorités françaises n'entendent lui donner aucune prise et réfutent point par point les allégations qu'elles considèrent comme mensongères ou erronées. Cette stratégie est coûteuse en temps puisque pour chaque réponse, des dizaines d'articles sont publiés dans la presse. Ainsi, c'est seulement en mai 1921 qu'un rapport publié réfute les allégations concernant la mort suspecte, ou soi-disant telle, d'un prisonnier allemand dont la presse s'est faite l'écho en février. Avant que le résultat de l'enquête soit publié, une autopsie a été pratiquée, le dépôt a été visité et plusieurs personnes ont été interrogées²². Si l'on considère cet exemple, il faut donc trois à quatre mois avant qu'une réponse fiable soit apportée par les autorités françaises. Toutefois, le cas de la réponse apportée à la campagne de la « contre-liste » est particulier, car les autorités mirent plus d'un an à diligenter toutes les enquêtes en suivant scrupuleusement la méthode expliquée ci-dessus²³.

Finalement, les campagnes de propagande finissent par s'essouffler du fait du manque d'implication du gouvernement allemand qui reste en retrait. Nous l'avons vu, la propagande était semi-officielle et il convient de considérer le contexte de l'après-guerre en Allemagne : la nouvelle république est fragile et a besoin de ses anciens ennemis pour asseoir sa légitimité. Si elle prend ouvertement position contre la France, elle risque de ne pas recevoir l'aide escomptée, mais si elle ne fait rien, elle risque de voir son opinion publique s'offusquer et la déstabiliser, voire la renverser. Le gouvernement en appelle donc à la bienveillance de la France, notamment à l'occasion de l'anniversaire de l'Armistice, mais reste en retrait par

21. *Id.*, Z 183, note pour la Direction des Affaires Politiques et Commerciales, 27 mars 1922.

22. *Id.*, Z 181, rapport au Ministère de la Guerre, 26 mai 1921.

23. *Id.*, Z 183 « Réfutation des accusations contenues dans la contre liste allemande ». La « contre-liste » et la « contre-contre-liste » sont disponibles à la lecture aux archives de La Courneuve.

ailleurs, évitant de donner dans la surenchère. Au 1^{er} mai 1923, il ne reste plus que huit prisonniers de guerre allemands en France²⁴.

Conclusion

Le 11 novembre 1918, la défaite allemande rend caduque les précédents accords régissant le traitement des prisonniers de guerre. En position de force, la France se refuse à renvoyer les Allemands dans leur pays, arguant du fait qu'elle a subi les plus gros dommages de la guerre. Elle demande réparation et conserve ses prisonniers afin de les utiliser comme main-d'œuvre commode pour la reconstruction des régions dévastées par les combats. De plus, elle entend faire payer à l'Allemagne les dommages de guerre et les atrocités en retenant ses soldats vaincus en otages loin de leurs familles. La notion de juste châtiment est bien présente dans l'esprit de Clemenceau et de la plupart de ses contemporains. La France, auparavant en guerre contre une entité gouvernementale, l'Allemagne, semble continuer à mener une petite guerre contre des personnes : les prisonniers de guerre. Elle cherche à se venger et veut faire porter à un groupe d'individus que les hasards du conflit a conduit dans ses camps une faute collective et la responsabilité de la guerre.

Même si les études ont démontré que les Allemands ont été mieux traités en France que les Français en Allemagne, cela n'enlève rien au traumatisme dû à la captivité (vécu comme une défaite personnelle d'une part et comme une honte de n'avoir pu continuer le combat d'autre part). Loin de leurs familles, enfermés dans un pays inconnu, nombre d'hommes subissent la « névrose des barbelés », sorte de dépression nerveuse due à un trop long enfermement. Aussi la rétention des prisonniers après l'Armistice contribue-t-elle à alimenter la haine de la France chez les prisonniers, d'autant plus qu'ils sont souvent utilisés dans des travaux dangereux et qu'ils servent d'otages pour accélérer le processus de paix et la signature du traité de Versailles. La propagande allemande s'empare de ce sujet pour tenter de déstabiliser l'Entente et de gagner les neutres à la cause de l'Allemagne. Les campagnes de presse sont virulentes et constantes dans le temps jusqu'à la toute fin de la captivité et les témoignages des rapatriés viennent fréquemment les alimenter. Les informations sont souvent déformées, voire erronées. Compte tenu du traumatisme subi et de la haine qui les anime, on peut comprendre les agissements des rapatriés

24. *Id.*, Z 185, lettre de la Guerre au M.A.E., 1^{er} mai 1923. Nous faisons le choix de cette date, car nous n'avons pu trouver de date exacte mentionnant l'ultime rapatriement des derniers prisonniers.

qui font tout pour dénoncer la France et contribuer à la libération de leurs derniers camarades d'infortune.

On peut dire que la propagande allemande autour des prisonniers de guerre est particulièrement efficace dans le sens où l'opinion publique outre-Rhin fait presque unanimement front derrière elle alors que, pendant la guerre, les populations dénonçaient le « bourrage de crâne » et critiquaient la propagande officielle. Seul le gouvernement nouvellement mis en place reste en retrait. Il craint en effet pour sa survie internationale, tout en ne voulant pas se mettre à dos l'opinion publique. De plus, la propagande gagne même les milieux francophiles des pays neutres. Elle gangrène les sociétés européennes et contribue à isoler la France sur la scène diplomatique internationale.

Lorsqu'il s'agit de l'homme (époux, père, frère), l'esprit critique disparaît et les épouvantables témoignages parus dans la presse sont pris au premier degré. Selon John Horne et Alan Kramer, les accusations sont nées de la rencontre complexe entre la subjectivité collective et la réalité de la guerre et ont été utilisées, plus qu'inventées de toutes pièces, par les bureaux de propagande. Elles sont nées, comme légendes, sans aucun rapport, même indirect, avec les événements et retranscriraient dans l'imaginaire la peur hystérique que ressentent les civils et les soldats confrontés à l'atmosphère tendue de la guerre²⁵. Cette analyse est particulièrement pertinente pour comprendre la rancune des prisonniers rapatriés qui accentuent – parfois inconsciemment – le côté négatif de leurs témoignages, lesquels sont ensuite repris et amplifiés par les effets de la propagande. Lorsqu'elle comprend où sont ses intérêts, la France revient progressivement sur ses positions et consent à libérer les prisonniers.

L'Allemagne vit la signature du *Diktat* de Versailles comme une humiliation et les Allemands considèrent l'amputation de leur territoire, la destruction de leur armée, le montant extravagant des réparations, peut-être plus encore, la rétention de leurs enfants, gage d'application dudit traité, comme un véritable affront.

Le traumatisme d'une captivité prolongée marque durablement l'esprit des prisonniers de guerre et la violence de la propagande celui de la population civile. La haine de la France reste donc vivace pendant de nombreuses années.

25. HORNE (John N.), KRAMER (Alan), *1914, les atrocités allemandes : la vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, Paris, Tallandier, 2011. L'analyse reprise ici provient toutefois de DELOYE (Yves), GEOGAKAKIS (Didier), ROLLAND (Denis) (dir.), *Les républiques en propagande, pluralisme politique et propagande : entre déni et institutionnalisation XIXe-XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 240.

À la lumière des événements d'après-guerre en ce qui concerne le rapatriement des prisonniers allemands, on peut s'interroger sur le profond traumatisme subi par ceux-ci. N'ont-ils pas intériorisé cette rancœur et la haine de la France ? Leurs enfants, privés de leurs pères, n'ont-ils pas eux aussi vécu un traumatisme qui a été prolongé par la faute de la France ? Les historiens ont écrit de nombreux ouvrages sur les racines du nazisme et la montée rapide, dans les années vingt, d'un mouvement dont une partie de la popularité s'incarnait dans le désir de revanche. La France, qui a voulu faire payer à l'Allemagne la guerre et les souffrances endurées, s'est vengée sur ses prisonniers. On peut donc légitimement s'interroger sur sa responsabilité relative dans la montée des extrêmes dans l'ancien pays ennemi.

Résumé

Le lent retour au pays des prisonniers allemands capturés par l'armée française (1918-1920)

À la fin de la Première Guerre mondiale, la France chercha à se venger de l'Allemagne. Elle a donc décidé de retenir indéfiniment les prisonniers de guerre allemands tout en prolongeant leurs souffrances (travail forcé de désobusage et de déblaiement). Elle a d'abord fait cela pour humilier les Allemands tandis que les soldats de toutes les nations étaient démobilisés et les prisonniers libérés. Ensuite, au mépris de toutes les conventions internationales, elle s'est servie des prisonniers de guerre comme gage de la bonne application du Traité de Versailles. Les prisonniers allemands furent donc les otages de la France et ne rentrèrent chez eux qu'au courant des années 1920.

Zusammenfassung

Die Rückkehr der deutschen Kriegsgefangenen der französischen Armee (1918- 1920) zieht sich hin

Am Ende des Ersten Weltkrieg sinnst Frankreich auf Rache an Deutschland. So beschloss es die deutschen Kriegsgefangenen auf unbegrenzte Zeit festzuhalten und so ihr Leiden zu verlängern (u.a. durch Zwangsarbeit wie z.B. Entminung, Trümmerräumung). Während die Soldaten der meisten anderen Nationen demobilisiert wurden und alle

Kriegsgefangenen entlassen wurden, versuchte Frankreich hierdurch die Deutschen zu demütigen. Anschliessend und entgegen aller internationalen Konventionen, dienten die Kriegsgefangenen Frankreich als eine Art Garantie der guten Ausführung des Versailler Vertrags. Die deutschen Kriegsgefangenen waren die Geiseln Frankreichs und sie konnten nur im Laufe der Zwanziger Jahre heimkehren.

Summary

The long way home of the German POW captured by the French Army (1918-1920)

At the end of the First World War, France wanted to take revenge on Germany. Therefore, she decided to retain indefinitely the German prisoners of war while prolonging their suffering (forced labor like bomb disposal and cleanup). First, she did that to humiliate the Germans while the soldiers of every nation were demobilized and prisoners were released. Then, in defiance of all international conventions, she used prisoners of war as a guarantee for the good application of the Treaty of Versailles. So, the German prisoners of war were the hostages of France and returned home only during the 1920s.